

Égalité, Fraternité, Durabilité

Pourquoi la révolution climatique
doit être une révolution équitable



Table des matières

Résumé

1.0. Introduction & contexte

1.1. Les impacts du changement climatique sur les producteurs du commerce équitable

1.2. Les difficultés des producteurs pauvres pour s'adapter au changement climatique

2.0. Adaptation et justice sociale : comment le commerce équitable peut aider les agriculteurs à s'adapter au changement climatique

2.1. Payer les coûts réels

2.2. Organisation sociale et accès au crédit

2.3. Aider à maintenir la résilience des systèmes naturels

2.4. Se préparer à une économie sobre en carbone

3.0. Penser l'avenir : la capacité du commerce équitable à développer son efficacité dans le soutien aux solutions climatiques

3.1. Apprendre et partager les actions entreprises

3.2. De nouveaux partenariats commerciaux

3.3. Élargir le marché, répartir les risques

3.4. Crédit et financement

3.5. Donner du poids à la consommation

4.0. Quelle suite ?

5.0. Annexe 1 : Commerce équitable, alimentation et empreintes carbone

5.1. Mythes et réalité : un tour d'horizon

Qu'est-ce qui compte vraiment ?

Références

Remerciements

Egalité, Fraternité Durabilité

Résumé

Ce sont ceux qui sont au cœur du mouvement du commerce équitable, les agriculteurs et les travailleurs pauvres dans les pays en développement, qui sont réellement aux avant-postes de la crise climatique. Ces personnes et leurs familles nous expliquent déjà l'impact que le changement climatique entraînent actuellement sur leurs moyens d'existence et leur qualité de vie.

Le mouvement Fairtrade s'est toujours battu pour soutenir les petits agriculteurs et les travailleurs dans leurs efforts pour trouver des solutions aux difficultés qu'ils affrontent. À l'approche de la crise climatique, nous allons poursuivre ces efforts, et ce document montre comment nos principes fondateurs, notre expérience et les réseaux que nous avons bâtis nous placent dans une position unique pour jouer un rôle spécifique dans la réponse globale au changement climatique.

Si « l'équité » occupe une place reconnue sur l'agenda de lutte contre le changement climatique, elle est trop souvent envisagée comme un aspect souhaitable, et non pas crucial, de la réponse mondiale au changement climatique. Une réponse au changement climatique qui n'est pas considérée comme équitable ne serait pas seulement moralement incorrecte : elle risque de s'avérer politiquement intenable.

Quantité d'éléments tendent à prouver que le commerce équitable a un rôle à jouer en soutenant directement l'adaptation au changement climatique des petits agriculteurs de l'hémisphère sud. Le commerce équitable est l'une des solutions qui permettent aux citoyens et aux gouvernements d'apporter une réponse mondiale équitable aux défis du changement climatique.

Nous explorons aussi différentes approches par lesquelles le mouvement Fairtrade, au Nord comme au Sud, pourrait tirer parti de son expérience et de ses réseaux pour jouer un rôle aussi fort que possible dans la réponse au changement climatique.

Nous invitons les lecteurs à nous communiquer leurs réactions et leurs commentaires sur ce document de travail, et leurs idées sur la façon dont le mouvement Fairtrade devrait continuer à répondre à la menace du changement climatique.

Les conflits, le changement climatique et la pauvreté sont les trois enjeux mondiaux de notre époque. Les défis qu'ils représentent sont étroitement liés et nous ne pouvons résoudre l'un sans prendre en compte les autres

Harriet Lamb, directrice de la Fairtrade Foundation, représentant britannique du label Fairtrade / Max Havelaar.

Pourquoi le changement climatique est une question centrale pour le mouvement Fairtrade / Max Havelaar

1.0. INTRODUCTION & CONTEXTE

C'est une évidence : le changement climatique n'est pas équitable. Les données scientifiques nous disent que le changement climatique a déjà lieu actuellement et que, quel que soit l'accord conclu à Copenhague, ce changement se poursuivra avec des impacts de plus en plus graves. L'un des aspects les plus frappants du changement climatique est le contraste entre ceux qui portent la plus grande responsabilité et ceux qui supportent le fardeau le plus lourd. Le changement climatique a jeté une lumière crue sur un vieux problème, l'inégalité.

Il devient de plus en plus clair que les questions et les perceptions de « l'équité » joueront un rôle central dans l'obtention et la réalisation d'un accord mondial acceptable pour éviter du changement climatique catastrophiques. Les pays riches doivent reconnaître correctement leur responsabilité historique en ce qui concerne leurs émissions actuelles par personne et leur consommation de carbone intégrée dans les importations. Ils doivent mettre sur la table des moyens suffisants pour garantir que le coût d'un développement sobre en carbone et de l'adaptation ne soit pas supporté par les pays pauvres. Ils doivent aussi faire la preuve de leur investissement dans des systèmes capables de fournir ces ressources d'une façon adaptée, efficace et efficace.² Les négociations de l'ONU sur le climat sont un processus ouvert et, si l'accord n'est pas considéré comme équitable par les acteurs et les principaux groupes de pays (comme la Chine, l'Inde, les petits États insulaires et les regroupements de pays africains), il est peu probable qu'il soit signé ou, finalement, qu'il soit respecté.

Ce document défend l'idée que les résultats obtenus par le commerce équitable dans la mobilisation des consommateurs, pour agir positivement en faveur d'un commerce plus équitable et plus durable, montrent que le mouvement peut maintenant jouer un rôle clé directement efficace sur le changement climatique, en soutenant l'adaptation et en réduisant les inégalités. En conséquence, continuer d'investir dans le système Fairtrade constitue une manière pour les citoyens et gouvernements des pays développés de manifester leur engagement en faveur d'une réponse mondiale équitable au changement climatique.

1.1. LES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LES PRODUCTEURS DU COMMERCE ÉQUITABLE

Ce sont ceux qui sont au cœur du mouvement du commerce équitable, les agriculteurs et les travailleurs pauvres, dans les pays en développement (ayant le moins contribué au problème) qui sont réellement aux avant-postes de la crise climatique. Le changement climatique va affecter tout le monde sur cette planète, mais ce sont ces personnes et leurs familles qui remarquent déjà l'impact qu'il a actuellement sur leurs moyens d'existence et leur qualité de vie. Nous apportons dans cette section quelques exemples précis, mais il existe de nombreuses histoires similaires à différents endroits du monde.

La hausse des températures au Pérou, tout spécialement pendant la nuit, perturbe le processus de floraison des manguiers. De ce fait, la production de mangues dans les régions de Tambogrande et de Chulucanas a baissé de 70 % en 2009, créant de graves problèmes pour la seconde année consécutive pour les moyens de subsistance des 8 000 producteurs de mangue de la région. Selon Manuel Leiva, un expert agricole du gouvernement,

« Le paysage agricole de notre pays est en mutation constante et l'incertitude croissante ne nous permet pas de mettre en place un plan de travail. »

Le gouvernement péruvien a essayé d'apporter une aide en provoquant artificiellement la floraison. Toutefois, les pouvoirs publics admettent que les résultats ne sont pas garantis et que les producteurs pourraient, en dernier ressort, avoir à passer à la production de bananes bio.



Récolte de mangues en Équateur



Cueilleurs de thé, Ouganda

On constate des phénomènes similaires dans les secteurs du café et du thé en Amérique latine et en Afrique.³ Dans ces continents, les changements de conditions météorologiques aboutissent à une raréfaction de l'eau potable et à une importante concentration de ravageurs qui menacent la santé des récoltes comme celle des personnes.

Tandis que les périodes de sécheresse détruisent les semis, des pluies plus abondantes et imprévues à d'autres moments endommagent les cultures elles-mêmes. La conjugaison de ces problèmes a entraîné une baisse importante des rendements des cultures. **Baluku Yofesi**, le directeur exécutif du Karughe Farmers Partnership, dans le district de Kasese, dans l'Ouest de l'Ouganda, témoigne :

« Nous avons généralement plus de pluies que nous n'en avons maintenant, c'est un grand changement. Selon moi, cette zone est plus chaude qu'il y a 20 ans. Jusqu'à 1988 environ, le climat était bon, nous avons deux saisons des pluies sur lesquelles nous pouvions compter. Maintenant, la saison de mars à juin en particulier, n'est pas fiable, ce qui n'est pas favorable pour les cultures que nous pratiquons. Les pluies peuvent s'arrêter en avril. Comme la période de pluie est plus courte, il faut choisir des variétés à maturité précoce. Maintenant, les gens essaient de les sélectionner. C'est pourquoi certaines variétés locales de citrouilles et de manioc, qui nécessitent beaucoup de pluie, et même des variétés de haricots, ont disparu. Nous avons besoin de plantes qui mûrissent en deux mois. Le maïs a besoin de trois mois de pluie pour pousser et deux mois, ce n'est pas suffisant. »



Willington Wamayeye, Ouganda

Willington Wamayeye, directeur général de la coopérative Gumutindo Coffee (qui fournit une entreprise de commerce équitable, Cafédirect), déclare :

« Les pluies sont maintenant très fortes pendant une courte période et notre saison sèche est beaucoup plus longue. Cela a un impact grave sur les caféiers : la floraison s'arrête. L'année dernière nous avons perdu environ 40 % de notre production. À cause de cela, les gens ont des difficultés pour tout.

L'alimentation devient plus chère et les cultures vivrières essentielles comme les bananes sont aussi menacées. Sans travail et sans débouchés, les jeunes sont obligés de partir pour les villes. »

Dans les Caraïbes, les cultivateurs de bananes équitables des Îles du Vent ont toujours été confrontés à la menace des ouragans, qui peuvent être extrêmement destructeurs. Des évaluations faites par WINFA, le groupe des producteurs de bananes labellisées Fairtrade / Max Havelaar, ont conclu qu'en 2007 l'ouragan Dean a entraîné une destruction quasi complète de la récolte de bananes en Dominique, et des dégâts de 75-80 % à Sainte-Lucie et d'environ 10 % à Saint-Vincent.



Dégâts provoqués par un ouragan, Sainte-Lucie

Un certain nombre de chercheurs ont avancé que le changement climatique allait prolonger la saison des cyclones, et probablement aussi entraîner des ouragans tropicaux d'une plus grande intensité⁴. Le Dr Emma Tompkins, du Tyndall Centre for Climate Change Research, au Royaume-Uni, explique :

« Le changement climatique va probablement intensifier ces phénomènes. Il a des conséquences sur tout ce qui se passe sur ces îles, non seulement pour les constructions existantes, mais aussi pour l'avenir du tourisme, les exportations et les importations, et les liaisons de transport. »⁵



Producteurs de café, Ouganda

Même si beaucoup de ces changements sont déjà visibles, l'avenir à long terme de ces communautés agricoles est encore plus préoccupant. En 2008, Oxfam GB a entrepris une grande étude sur les impacts du changement climatique sur les communautés rurales en Ouganda. Les résultats indiquent que la production du café, qui fait vivre actuellement quelque cinq millions de personnes et rapporte plusieurs centaines de millions de dollars chaque année au pays, pourrait être pratiquement totalement éliminée en 30 à 40 ans si les tendances actuelles du changement climatique se poursuivent.⁶

Ceci veut dire que, même si l'adaptation à court terme peut permettre de continuer la production de certaines variétés, la stratégie à long terme doit prévoir la possibilité d'abandonner certains types de cultures existants.

1.2. LES DIFFICULTES DES PRODUCTEURS PAUVRES POUR S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le mouvement Fairtrade / Max Havelaar s'est toujours battu pour soutenir les petits agriculteurs dans leurs efforts pour trouver des solutions aux difficultés qu'ils affrontent. À l'approche de la crise climatique, nous allons poursuivre ces efforts. Notre expérience et les réseaux que nous avons établis nous placent dans une position unique pour jouer un rôle spécifique dans la réponse mondiale à apporter au changement climatique.

Un motif d'inquiétude est que les communautés agricoles des pays en développement disposent de considérablement moins de services d'assurance et de crédit qui pourraient être utilisés pour gérer le risque et financer l'adaptation.⁷ Quand un crédit est disponible, il est généralement à un taux d'intérêt élevé qui exclut les gens pauvres, ou qui les appauvrit encore à la longue.

Lorsque des institutions officielles n'existent pas, les producteurs pauvres adoptent toutes sortes de stratégies pour gérer le risque et l'incertitude. L'une des stratégies les plus évidentes et largement utilisées consiste à adapter les pratiques agricoles, ce qui peut consister à pratiquer différentes cultures, à différents moments ou en différents endroits.

Toutes ces stratégies servent à réduire le risque que des pluies insuffisantes, des coulées de boue ou des ouragans mettent en péril la production domestique.⁸ De la même manière, les producteurs peuvent répartir le risque en faisant pousser certaines cultures pour la consommation domestique et d'autres pour vendre sur les marchés locaux et internationaux. Ils peuvent aussi chercher du travail loin de leur exploitation pendant une partie de la saison.

Pourtant, si le changement climatique rend plus difficile voire impossible la culture de certaines plantes, il peut aussi offrir la possibilité de faire pousser de nouvelles espèces pour la première fois. Par exemple, en Amérique latine, de nouvelles zones deviendront propices à la culture du café. Des températures plus élevées peuvent aussi permettre à des agriculteurs de se diversifier vers d'autres produits, comme le cacao, le fruit de la passion ou la banane.⁹

Néanmoins, même les changements de production (apparemment) les plus simples exigent de nouveaux outils et équipements, ainsi que des nouvelles relations sociales et de nouvelles connaissances. Il y a toujours un coût à payer ! Par exemple, ni les outils ni les connaissances nécessaires à la culture du café ne sont directement interchangeables avec ceux qui sont nécessaires pour produire des légumes,¹⁰ et ainsi une diversification consistant à passer de l'un à l'autre nécessite un investissement en temps et en argent qui peut dépasser les capacités d'agriculteurs déjà pauvres.¹¹

Le fait de passer d'une petite exploitation agricole à d'autres formes de production à valeur ajoutée, ou à d'autres sources de revenus, peut même représenter une difficulté plus importante. Cela exige des moyens spécialisés, des possibilités de perfectionnement professionnel, une connaissance du marché ou un appui externe.

ÉTUDE DE CAS 1 – ANTICIPER L'AVENIR EN AFRIQUE DE L'OUEST : UNE ETUDE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, LA PRODUCTION DE KARITE ET LES STRATEGIES D'ADAPTATION



Récolte des noix de karité, Burkina Faso

Cinquante millions de familles en Afrique de l'Ouest et de l'Est dépendent des revenus de la vente de la noix de karité pour compléter leur alimentation ainsi que pour préparer leur propre huile alimentaire.

Pourtant, ces arbres subissent de plus en plus la pression du changement climatique ainsi que des abattages destinés à laisser de la place à l'expansion des plantations pour l'exportation, par exemple dans le Nord du Ghana. De ce fait, les moyens de subsistance de millions de personnes sont menacés.

Une recherche approfondie sur l'impact du changement climatique sur la production du karité est en cours d'élaboration et devrait être disponible dans un proche avenir. D'ores et déjà, la recherche de cadrage initial a révélé que tous les producteurs signalaient une baisse homogène de production du karité et a conclu que le changement climatique allait rendre encore plus incertaine la prochaine récolte.

Les productrices essaient déjà de s'adapter en trouvant d'autres plantes à cultiver, ou en travaillant pour d'autres, mais elles sont souvent forcées d'accepter que leurs futurs revenus seront inférieurs.

Par exemple, en Tanzanie, des agriculteurs sont passés à des cultures traditionnellement plus sûres mais moins lucratives, qui sont moins sensibles à de telles variations et qui procurent des revenus plus faibles, comme le manioc, la patate douce et le millet.

L'étude donne des informations sur la façon dont souvent, des petits exploitants visent souvent à maintenir un haut niveau de biodiversité végétale à l'intérieur de leur exploitation grâce à des cultures associées dans le cadre d'une stratégie de sécurité alimentaire, ainsi qu'en pratiquant diverses autres techniques qui servent à maintenir une résilience de l'environnement.

L'étude met en avant le rôle central des échanges d'informations et des réseaux entre producteurs ruraux. Une série d'institutions techniques essentielles jouent également un rôle central pour aider les agriculteurs à faire les bons choix et investissements afin de s'adapter.

Les coopératives partenaires du label Fairtrade / Max Havelaar constituent donc un point de départ très important pour aider les agriculteurs à se mettre en réseau les uns avec les autres ainsi qu'avec des institutions en charge des actions dans le cadre du changement climatique.

Quitter ce qu'on connaît est déjà très risqué, puisqu'il n'y a aucune garantie qu'une décision de diversification réussira. Ces pertes peuvent être supportées plus facilement par ceux qui sont (relativement) aisés. Mais pour ceux qui vivent déjà au niveau du seuil de pauvreté, qui se battent déjà pour procurer suffisamment à manger à leur familles ou pour permettre à leurs enfants d'être scolarisés, ces risques sont souvent considérés comme trop importants étant donné le coût potentiel d'un échec.¹²

C'est pourquoi les agriculteurs pauvres s'adaptent constamment aux aléas naturels en adoptant des activités moins coûteuses et moins

risquées, mais aussi moins rentables. C'est une réaction totalement rationnelle, qui consiste à répartir le risque et à rechercher les options les plus sûres en face des incertitudes. Cependant, comme dans toute autre forme d'investissement, les options les plus sûres en agriculture ont tendance à être moins rentables. Jouer la sûreté peut aussi signifier rester pauvre. Ceci veut dire que chercher à s'adapter à des conditions climatiques de plus en plus erratiques à grande échelle peut se traduire par un « piège de la pauvreté »¹³ qui force les agriculteurs pauvres à penser d'abord à se débrouiller pour survivre, au lieu de suivre leurs aspirations et d'améliorer leur vie.¹⁴ C'est pourquoi les stratégies d'aide à l'adaptation des producteurs au changement climatique doivent aussi éviter de renforcer ce « piège de la pauvreté ».

En Ouganda, **Florence Madamu**, du village de Bulirehe dans le district de Bundibugyo, raconte :

« Nous avons l'habitude de semer en mars et c'était suffisant. Maintenant, nous essayons en permanence. Nous avons même arrêté de semer la saison venue, parce que c'est parfaitement inutile. De cette façon, nous gaspillons un tas de semences, ainsi que notre temps et notre énergie.

Nous regrettons souvent d'avoir semé. Ensuite, nous devons prévoir d'acheter d'autres semences, et les semences ici sont très chères. Quelquefois, on embauche des gens pour le travail et au final on perd tout l'argent dépensé pour préparer le terrain. Ça donne envie de pleurer.¹⁴



École construite grâce aux fonds de la prime Fairtrade, Mali

2.0. ADAPTATION ET JUSTICE SOCIALE : COMMENT FAIRTRADE / MAX HAVELAAR PEUT AIDER LES AGRICULTEURS A S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Nous savons que, pour les agriculteurs pauvres des pays en développement, le fait de gérer des conditions climatiques hostiles n'est pas une nouveauté. Les agriculteurs pauvres sont connus pour leur adaptabilité et leur résilience face à une météo défavorable et d'autres conditions difficiles. Toutefois, au fur et à mesure que le changement climatique produit des conditions météorologiques de plus en plus irrégulières et de moins en moins prévisibles, les agriculteurs vont constater que l'expérience qu'ils ont accumulée n'est plus un guide fiable pour l'avenir comme c'était autrefois le cas.¹⁶

Fairtrade / Max Havelaar fournit un moyen par lequel nous, consommateurs des pays développés, pouvons aider les producteurs pauvres. Ceci tient au fait que les critères sur lesquels repose le label Fairtrade / Max Havelaar offrent une réponse ciblée pour offrir des revenus stables aux producteurs et fournir les ressources qui permettent de renforcer leurs capacités à s'adapter à un contexte changeant, de manière à ne pas nécessairement perpétuer le « piège de la pauvreté »¹⁷ évoqué plus haut. Dans ce chapitre, nous présentons certains des moyens qui permettent déjà au système Fairtrade / Max Havelaar de fournir un soutien positif à l'adaptation.

2.1. PAYER LES COÛTS REELS

Si les prix minimum garantis prévus dans les standards Fairtrade / Max Havelaar couvrent un coût de production viable, l'accent mis sur les relations commerciales à plus long terme permet de fournir des informations sur la demande future, et offre aux producteurs la possibilité de planifier. D'ailleurs, beaucoup de producteurs voient leur implication dans le commerce équitable comme une opportunité « d'apprendre sur le tas » comment bénéficier d'un cadre économique plus large, mais avec la garantie que leurs moyens d'existence de base soient pérennes.¹⁸ C'est très important parce que cela apporte aux agriculteurs la sécurité nécessaire pour mettre en œuvre des stratégies plus risquées permettant de s'adapter au changement climatique tout en offrant la possibilité d'améliorer leurs revenus.

Le paiement d'un prix plancher convenu et de la prime de développement a déjà permis aux producteurs d'investir dans leur capacité de production par le biais de la technologie (pour augmenter le rendement et la productivité), en construisant des bâtiments de stockage (pour augmenter la durée de vie et la qualité des produits), en construisant des infrastructures (comme des routes et des ponts) et en développant des mécanismes de contrôle de la qualité (comme des installations de dégustation pour le café).¹⁹

Les producteurs de coton au Mali ont expliqué comment le meilleur prix obtenu pour leur coton a permis aux femmes d'acheter des graines de légumes pour nourrir leurs familles. Ils ont aussi utilisé la prime de développement du commerce équitable pour construire un entrepôt pour stocker non seulement le coton mais aussi des graines de maïs et de sorgho pour leur propre consommation et la vente sur les marchés locaux.

L'entrepôt sert aussi de banque alimentaire pour les familles entre les périodes de récolte, quand les revenus sont peu importants, pour assurer la sécurité alimentaire.

« Le commerce équitable a fourni de l'argent aux femmes pour couvrir les besoins des enfants. Nous pouvons acheter des stylos et des cahiers pour qu'ils puissent aller à l'école. Nous avons acheté des graines et de l'engrais pour cultiver des légumes et améliorer l'alimentation de nos familles. »

Sira Souko, Batimakana, Mali

Dans certains cas, les producteurs partenaires du commerce équitable ont investi dans des activités qui aident directement à atténuer les effets du changement climatique. Par exemple, la coopérative Gumutindo Coffee en Ouganda a investi dans des mesures pour réduire le stress sur les caféiers provoqué par la hausse des températures en cultivant plus d'arbres autour pour permettre un ombrage, en conservant l'humidité du sol par un paillage, et en économisant et réutilisant l'eau.²⁰ Les producteurs choisissent souvent d'investir la prime de développement dans des projets éducatifs.²¹

C'est là une forme de diversification en soi, puisque l'éducation apporte aux jeunes des possibilités de trouver des emplois salariés et de contribuer financièrement au futur développement de leurs communautés.



Mamouna Keita, Mali

2.2. ORGANISATION SOCIALE ET ACCES AU CREDIT



Fairtrade co-operative meeting, Bolivia

Le mouvement Fairtrade / Max Havelaar ne vise pas seulement à assurer une justice sociale dans la relation entre les groupes de producteurs et les acheteurs, il assure le maintien de ces normes au sein des organisations de producteurs. Ceci se traduit principalement par la nécessité pour les petits exploitants agricoles de s'organiser en coopératives démocratiques à l'intérieur desquelles tous les bénéfices sont répartis de façon égalitaire et transparente.²⁴ Dans de nombreux cas, ceci a conduit à la promotion des femmes qui sont devenues des membres actifs à part entière des coopératives, et ceci devrait réduire la pression d'un fardeau disproportionné du fait du changement climatique.²⁵

Whitney Kakos, la chargée de projet de Cafédirect pour AdapCC (voir Étude de cas 2 à la page 16) fait observer que la force organisationnelle de la coopérative est un atout majeur pour aider les communautés à s'adapter au changement climatique. Des coopératives agricoles fournissent un centre d'information où peuvent être échangés les nouvelles sur les changements météorologiques prévus ou les programmes gouvernementaux d'adaptation. Elles offrent aussi un réseau de soutien permettant aux agriculteurs d'initier ensemble des projets d'adaptation. Par ailleurs, comme les organisations partenaires du label sont reliées en réseaux nationaux et régionaux (par exemple, l'African Fairtrade Network), elles ont la possibilité de recevoir des informations en provenance de ces différents niveaux et aussi d'essayer d'influencer les programmes d'atténuation et d'adaptation qui sont en cours d'élaboration.

Baini Diakite, de la coopérative des producteurs de Banfara Village Cotton de Sebekoro, au Mali, explique :

« Nous sommes formées dans chaque coopérative à la façon d'améliorer la production dans un contexte de faibles pluies et sur la manière de travailler avec les critères environnementaux du label Fairtrade / Max Havelaar. Nous avons déjà désigné les personnes qui seront formées. »

Dans certains cas, Fairtrade / Max Havelaar a commencé à contribuer à résoudre le problème de la pénurie de crédit en mettant en place des systèmes de microfinance avec l'aide de la prime de développement. Par exemple, la coopérative Kuapa Kokoo Farmers Union (KKFU) a fait passer le nombre d'adhérents à la caisse Kuapa Kokoo Credit Union de 33 % en 2001 à 46 % des agriculteurs de Kuapa en 2003.²² L'élargissement de l'accès au crédit a ensuite aidé au développement d'autres sources de revenus, comme la fabrication de savons.²³

2.3. AIDER A MAINTENIR LA RESILIENCE DES SYSTEMES NATURELS



Installations de traitement de l'eau, Costa Rica

Le changement climatique n'est pas la seule pression de l'environnement à laquelle sont exposés les petits agriculteurs. L'érosion du sol, la pénurie d'eau douce, la perte de la biodiversité et d'autres facteurs sont des problèmes en eux-mêmes, mais ces phénomènes peuvent aussi être accélérés par les effets du changement climatique.

Les standards du label Fairtrade / Max Havelaar²⁶ ont toujours intégré des principes visant à s'assurer que les pratiques qui ne sont pas soutenables pour l'environnement sont évitées, et elles exigent des producteurs qu'ils veillent à protéger l'environnement naturel et qu'ils fassent de la protection de l'environnement une partie intégrante de la gestion de leur exploitation. Ceci veut dire que, dans de nombreux cas, les agriculteurs partenaires du label commencent avec un atout quand il s'agit de développer des systèmes de production plus résistants au stress environnemental.

Par exemple, la COOCAFE, une coopérative de café au Costa Rica, a utilisé sa prime de développement pour diviser par dix la quantité d'eau utilisée pour laver les fèves de café. La prime a aussi permis à d'autres cultivateurs de planter des arbres autour de leur culture pour servir d'ombrage, ce qui est bon pour la qualité de leur production, la rétention de l'eau et l'intégrité du sol. **Gerardo Arias Camacho**, un producteur de café membre de la coopérative Llano Bonito (COOCAFE), raconte :

« Nous avons planté des arbres et réduit de 80 % la quantité de pesticides utilisée au cours des dix dernières années. Nous avons utilisé la prime de développement pour acheter des fours respectueux de l'environnement pour sécher notre café. Ces derniers sont alimentés par des peaux des grains de café et des coques de noix de macadamia. »

Dans de nombreuses situations, les petits exploitants des pays en développement jouent le rôle de gardiens de la biodiversité et assurent encore d'autres « services environnementaux » essentiels. L'investissement en faveur de ces agriculteurs à travers le label Fairtrade / Max Havelaar offre une possibilité d'investir dans la préservation de l'environnement.

2.4. SE PREPARER A UNE ECONOMIE SOBRE EN CARBONE

Si une approche équitable de la réduction mondiale des émissions pourrait en principe permettre aux pays pauvres d'augmenter leurs émissions, il y a un certain nombre de raisons pour lesquelles les économies pauvres et émergentes pourraient bénéficier d'un développement sobre en carbone. Cette question est trop complexe pour être analysée en détail dans ce document. Cependant, il est utile de noter que, dans le système Fairtrade / Max Havelaar, les producteurs doivent à terme réduire au minimum l'utilisation de l'énergie, notamment l'énergie des sources non renouvelables. Par exemple, des cultivateurs de thé en Inde ont investi une partie de leur prime de développement dans le remplacement de leur système de chauffage traditionnel au bois par un système à panneaux solaires²⁷.

Certains producteurs utilisent déjà l'électricité hydraulique pour assurer leurs opérations de transformation. Des producteurs du Pussimbing Tea Estate en Inde et des cultivateurs de la COOCAFE Coffee au Costa Rica, par exemple, ont adopté des projets pour convertir leur approvisionnement énergétique en hydroélectricité en puisant dans les plans d'eau locaux de manière à prendre en considération ceux qui en dépendent également.²⁸

Finalement, de nombreux organisations de producteurs ont indiqué que la prime de développement avait aidé des familles à acheter des équipements comme des fourneaux économes et des autocuiseurs. Ceci montre que quand des consommateurs des pays développés choisissent des produits labellisés Fairtrade / Max Havelaar, ils peuvent considérer qu'ils prennent part à un effort global pour atténuer les effets du changement climatique. Ils contribuent ainsi à renforcer la justice sociale et à promouvoir un développement durable du point de vue de l'environnement.

Baini Diakite, de la coopérative de producteurs de Banfara Village Cotton, à Sebekoro, au Mali, a déjà remarqué l'impact du changement climatique sur la production de coton, et exprime son inquiétude vis-à-vis de l'avenir de sa famille. Mais elle a un message simple à l'intention des consommateurs :

« Achetez notre coton sur le marché Fairtrade et nous affronterons nos propres problèmes, y compris les conséquences du changement climatique. »

3.0. PENSER L'AVENIR : LA CAPACITE DE FAIRTRADE A ACCROITRE SON EFFICACITE POUR TROUVER DES SOLUTIONS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les parties précédentes de ce document ont exposé les difficultés que le changement climatique entraîne pour les petits exploitants et ont exploré quelques-unes des manières dont le commerce équitable joue déjà un modeste rôle en aidant les agriculteurs et les travailleurs à s'adapter à l'impact du changement climatique. Étant donné l'échelle de ce défi mondial, il est clairement nécessaire d'envisager la façon dont le potentiel du système Fairtrade / Max Havelaar peut être optimisé de ce point de vue.

En écoutant les avis des producteurs et des représentants des producteurs, et en étudiant les éléments que nous avons rassemblés, il est clair qu'il existe différentes façons dont le mouvement Fairtrade / Max Havelaar pourrait tirer profit de ses forces et jouer un rôle accru dans la réponse mondiale au changement climatique. Nous examinerons dans cette section certaines possibilités pour aller de l'avant.

Nous insistons sur le fait qu'il ne s'agit que de simples thèmes de discussion et de considérations à prendre en compte pour l'avenir. Le changement climatique est un processus imprévisible et des réponses doivent être élaborées de façon rapide et souple, avec une réévaluation régulière et une volonté de s'adapter et de changer au fil du temps.

3.1. APPRENDRE ET PARTAGER LES ACTIONS ENTREPRISES



Atelier local AdapCC, Faique, Pérou

Fairtrade / Max Havelaar est un mouvement citoyen mondial qui réunit des agriculteurs et de travailleurs de pays pauvres et des consommateurs et des entreprises dans le monde entier. Nous pensons que nous avons actuellement de vastes possibilités d'action pour développer le potentiel de notre mouvement, afin de rassembler et d'échanger des informations sur les effets du changement climatique et pour soutenir un processus coordonné d'apprentissage et de partage sur les approches d'adaptation.

Nous sommes persuadés que les efforts communs et la collaboration permettent d'obtenir une meilleure réponse au changement climatique. Le mouvement Fairtrade aide déjà à établir un lien entre des personnes à tous les niveaux. Il pourrait devenir de plus en plus un mécanisme qui permettra que des réponses coordonnées sur le changement climatique soient programmées et entreprises.

À partir d'autres recherches sur l'impact réel du changement climatique, nous pouvons voir que les coopératives et réseaux de Fairtrade / Max Havelaar disposent d'un énorme potentiel de coordination avec d'autres composantes de la société civiles et les pouvoirs publics pour programmer des actions sur le changement climatique.

3.2. NOUVEAUX PARTENARIATS COMMERCIAUX

L'expérience de Cafédirect (voir Étude cas 2 ci-dessous) offre un exemple de la façon dont une entreprise spécialisée dans le commerce équitable établit un puissant partenariat public/privé pour aider les communautés vulnérables à s'adapter au changement climatique.

Des partenariats comme celui-ci, conclus avec des entreprises progressistes, pourraient aussi constituer un mécanisme très efficace pour faire parvenir des fonds d'adaptation directement à des communautés vulnérables.

ÉTUDE DE CAS 2, UN PARTENARIAT AU SEIN DU COMMERCE ÉQUITABLE



Atelier AdapCC, fabrique de thé de Michimikuru, Kenya

AdapCC est une collaboration entre Cafédirect et la Coopération allemande pour le développement (GTZ) qui a démarré en 2007 et doit se poursuivre jusqu'en mars 2010. Il s'agit d'une initiative novatrice qui vise à développer de nouvelles méthodes pour aider les agriculteurs du commerce équitable à faire face aux impacts du changement climatique et à s'adapter aux changements à venir. AdapCC a d'abord lancé une étude au niveau local dans des régions particulières pour déterminer les changements météorologiques existants et prévus. Ensuite, les partenaires ont travaillé avec les agriculteurs à identifier les stratégies possibles et finalement à mettre en œuvre des approches d'adaptation.

Le projet AdapCC Cafédirect/GTZ a été bien accueilli par les coopératives Fairtrade et il y a une énorme demande pour en faire plus. Du fait de la structure publique/privée du projet, dans laquelle un acteur gouvernemental (dans ce cas un bailleur de fonds) unit ses forces avec des structures commerciales (Cafédirect et ses coopératives partenaires), le projet offre de vastes possibilités d'avoir de nombreux effets en cascade. Par exemple, au Kenya, le ministère de l'Agriculture s'est récemment investi. En Amérique latine, le Centre international pour l'agriculture tropicale a aussi rejoint le projet.

Il y a une possibilité que ces organisations développent des connaissances et des pratiques sur la culture dans les petites exploitations et sur l'adaptation qui, si elles étaient reproduites ailleurs, pourraient bénéficier à de nombreux agriculteurs, au-delà des coopératives partenaires du commerce équitable actuellement associées.

3.3. ÉLARGIR LE MARCHÉ, REPARTIR LES RISQUES

Le mouvement Fairtrade investit déjà dans le développement de marchés équitables locaux et régionaux (par ex. Afrique du Sud, Inde et Brésil). Une augmentation des investissements et une accélération de ces processus pourraient aider les agriculteurs du commerce équitable à se diversifier pour échapper à une dépendance vis-à-vis de produits uniques ou des marchés des pays du Nord, ce qui pourrait alors aider à répartir le risque sans réduire les profits.

Ceci permet d'aider les agriculteurs à s'adapter sans tomber dans le « piège de la pauvreté ». De plus, l'augmentation du nombre des marchés des pays riches pour les produits existants et l'élargissement de la gamme des produits labellisés sur ces marchés offrent tous deux aux agriculteurs du système Fairtrade / Max Havelaar des opportunités de se diversifier dans le cadre de leurs stratégies d'adaptation.

3.4. CREDIT ET FINANCEMENT

Comme on l'a précisé plus haut, l'accès à des crédits et des financements adaptés, au niveau local, est crucial pour permettre aux petits exploitants de s'adapter au changement climatique sans trop de risque.

Le réseau Fairtrade / Max Havelaar étudie déjà la possibilité de développer un nouveau mécanisme de crédit mondial pour aider les producteurs. Le crédit peut bien sûr jouer un rôle, mais une réponse équitable au changement climatique doit prévoir de mettre à disposition des petits exploitants un montant important de subventions pour les aider à s'adapter.

3.5. DONNER DU POIDS A LA CONSOMMATION

Nous savons que le succès du commerce équitable a été obtenu à la suite de l'une des campagnes publiques les plus diffusées et les plus efficaces en lien avec la solidarité internationale. Nous sommes dans une position privilégiée pour apporter une contribution à une discussion sur la consommation durable et le changement climatique, notamment en ce qui concerne l'impact sur les communautés pauvres et la nécessité de faire de l'équité une composante de ce débat sur la consommation durable. Fairtrade / Max Havelaar cherchera à donner de la hauteur au débat public sur la consommation durable. Nous devons chercher à augmenter notre « empreinte positive ».

Le coût environnemental de la consommation excessive qui alimente la croissance dans les pays riches et les économies émergentes est maintenant clairement apparent. Une consommation irresponsable est en train de faire disparaître les ressources mondiales jusqu'à mettre en danger notre prospérité future.³⁰ Simultanément, la corrélation directe entre l'augmentation de la richesse par habitant et l'amélioration de la santé, du bonheur et de la qualité de vie est de plus en plus remise en cause. Il semble que les pays riches pourraient s'approcher de la fin des avantages sociaux réels de la croissance économique.



Fairtrade products

Pour lutter contre le changement climatique, le mode de consommation des pays développés doit changer. Nous devons trouver des façons de consommer moins et de consommer mieux. Nous devons réussir à mieux traduire notre comportement de consommateur en un avantage social, pas seulement en réduisant notre empreinte négative mais aussi en améliorant au maximum notre empreinte positive. Nous ne devons pas seulement réduire la consommation, mais faire aussi que chaque composante de la consommation compte.

En quoi pourrait consister « consommer mieux » ? Nous défendons l'idée que cela signifie consommer de façon plus équitable et plus durable et, dans ce contexte, Fairtrade doit être considéré comme une contribution essentielle à n'importe quel programme de consommation durable.

Nous pensons que la réduction des émissions des gaz à effet de serre est de la plus haute importance. Mais le défi climatique va au-delà d'une simple formule de réduction des émissions. Nous savons déjà que les plus pauvres et les plus vulnérables seront ceux qui supporteront les plus lourdes conséquences du changement climatique et nous œuvrons dans l'idée que les pauvres ne doivent pas perdre encore plus avec une économie sobre en carbone.³¹

Les émissions annuelles de carbone (équivalent CO₂) par personne sont de 200 kg au Kenya et de 172 kg au Bangladesh à comparer à 21 000 kg aux États-Unis et 6200 kg en France. Dans ces conditions, refuser aux pays les plus pauvres et à leurs habitants la possibilité de se développer alors que leur empreinte carbone est si faible est moralement inéquitable et n'est pas politiquement durable.³² De plus, l'impact carbone de Fairtrade est très inférieur à ce qu'on suppose souvent. L'Annexe 1 examine quelques mythes concernant les kilomètres alimentaires et d'autres aspects de Fairtrade et démontre que les gens feront souvent un plus mauvais choix environnemental en choisissant des produits seulement en fonction de leur provenance.

Dans la mesure où l'adaptation au changement climatique se fait souvent au prix de la perpétuation de la pauvreté, nous partons en outre du principe qu'il est nécessaire que les populations pauvres obtiennent une aide correcte pour leurs efforts d'adaptation. Une réponse équitable au changement climatique nécessite que la responsabilité de ce soutien incombe à ceux qui sont les premiers responsables du problème.

Ces principes impliquent que l'équité et la justice soient au cœur du débat sur le changement climatique, la consommation et la durabilité. Nos efforts pour lutter contre le changement climatique et ses impacts risquent de déboucher sur un échec si nous ne réussissons pas à supprimer la situation d'inégalité au plan national et mondial. Le concept d'équité n'est pas nouveau sur l'agenda du changement climatique mais ce sera un défi majeur de trouver des approches concrètes pour répondre au changement climatique de façon équitable. Il sera important de s'appuyer sur des approches existantes ou vérifiées par l'expérience.

En choisissant des produits, comme les produits Fairtrade, pour lesquels un partage plus équitable des bénéfices a été réalisé, nous contribuons, de façon modeste, à un monde plus équitable. En outre, comme nous en avons fait l'analyse dans ce document, Fairtrade pourrait jouer un rôle important en aidant directement des petits agriculteurs à s'adapter au changement climatique.

5.0. ANNEXE 1 . COMMERCE EQUITABLE, ALIMENTATION ET EMPREINTES CARBONE : UN FAUX DILEMME

La compréhension du changement climatique progresse dans le grand public, et il est logique que les gens cherchent de quelle manière ils peuvent réduire l'impact négatif de leur comportement sur l'environnement. L'ampleur du problème peut sembler tellement insurmontable qu'une action individuelle, même à un niveau relativement modeste, peut nous aider à avoir le sentiment que nous avons une certaine prise sur ce problème.

L'essor de la couverture médiatique et des campagnes sur le changement climatique a amené les consommateurs à s'intéresser aux « kilomètres alimentaires » (le nombre de kilomètres parcourus par un produit avant qu'il parvienne au consommateur) et aux « kilomètres aériens » (si le produit a été transporté par avion et sur quelle distance).

De nombreux consommateurs éthiques ont été confrontés au dilemme d'acheter équitable ou local. Certains y ont réfléchi à deux fois avant d'acheter des produits labellisés Fairtrade / Max Havelaar, puisque ces produits sont inévitablement importés d'assez loin et sont donc censés avoir un impact négatif sur l'environnement.

Mais la réalité n'est pas si simple.³³ De plus en plus d'éléments montrent qu'il est tout simplement faux de penser que les produits des pays en développement ont automatiquement un impact plus négatif sur le climat et l'environnement que les produits cultivés en France ou en Europe. En fait, le commerce équitable peut en réalité avoir un impact positif sur l'environnement, dans la mesure où les coopératives partenaires du label Fairtrade / Max Havelaar accordent une priorité à la durabilité de l'environnement, ainsi que le renforcement des communautés de façon à ce qu'elles puissent s'attaquer à leurs propres problèmes sociaux, économiques et environnementaux.

5.1. MYTHES ET REALITE – UN TOUR D’HORIZON



Navire bananier, Sainte-Lucie

Mythe : La plupart des produits Fairtrade arrivent en France par avion.

Réalité : La grande majorité des produits Fairtrade sont transportés jusqu'en France par bateau. Les roses sont le seul produit labellisé Fairtrade / Max Havelaar à être régulièrement acheminées par avion en France, et elles représentaient bien moins de 1 % (en poids) du total des produits Fairtrade / Max Havelaar.

Mythe. Les produits agricoles importés ont forcément une empreinte carbone supérieure aux produits européens.

Réalité : Si l'on examine seulement la question des transports, il faut d'abord se poser la question du véhicule. Les bateaux sont bien plus efficaces du point de vue du carbone que les camions ou les avions. Voilà un facteur qui va fortement pondérer notre équation. Saviez-vous qu'à l'exception des fleurs, tous les produits issus du commerce équitable sont acheminés en Europe par bateau ?

L'Ademe (Agence de l'Environnement et de la maîtrise d'énergie) a demandé au cabinet Bio Intelligence Service de déterminer l'impact environnemental, en termes de consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre, du transport de fruits et légumes importés et consommés en France métropolitaine. D'une manière générale, l'Ademe souligne que, si le transport par avion ne représente que 1 % des importations, il contribue pour 10 % de la consommation d'énergie et 24 % des émissions de GES du transport des fruits et légumes importés en France.

Plus un véhicule est gros et rempli, moins une unité de produit transporté émet de carbone. Une livre de café importée sur un immense porte-containers polluera donc moins que transportée dans un petit camion. En conséquence, quand on établit des bilans carbone, on réalise que les derniers kilomètres parcourus par un produit sont les plus carbonigènes : le transport en camion depuis le port jusqu'à l'usine de conditionnement, mais aussi dans le coffre de la voiture du consommateur, du magasin à la maison.

C'est donc à cela qu'il faudra être attentif : une fois débarqué, le produit s'est-il déplacé en ligne droite du port jusqu'au consommateur ? A-t-il, au contraire, sillonné plusieurs fois l'Europe en zig-zag, en passant par l'usine de transformation, celle du conditionnement, par deux ou trois dépôts logistiques ? Exigeons des industriels et des distributeurs une véritable transparence sur cette question.

L'étude de l'Ademe se penche aussi sur le mode de transport utilisé par le consommateur pour faire les courses. Ainsi, pour un panier moyen de 15 kg et une distance de 9 km entre le domicile et le magasin, faire ses courses en voiture induit une consommation de 0,07 kg équivalent pétrole et l'émission de 246 g équivalent CO₂ par kilo de courses. A titre de comparaison, la consommation d'énergie pour le transport d'un kilo de fruits et légumes espagnols jusqu'en France est de 46 g équivalent pétrole et de 155 g équivalent CO₂. L'Ademe conclut donc que le trajet domicile-magasin génère des impacts environnementaux plus de 1,6 fois plus importants que l'importation depuis l'Espagne.

Cependant, il serait réducteur de ne prendre en compte que le transport dans le calcul de l'empreinte carbone. L'émission de CO₂ a lieu à toutes les étapes : fabrication des intrants, culture, transformation, conditionnement, mode de conservation, distribution, consommation. Sur les premiers aspects, il apparaît que les produits du commerce équitable sont le plus souvent issus d'un type d'agriculture qui élimine les impacts négatifs. Avec le cabinet Climatop, le distributeur suisse Migros a

mené une étude pour comparer l'impact CO2 des différents sucres qu'il commercialise. C'est le sucre Bio Max Havelaar du Paraguay qui génère le meilleur bilan climatique. La nuisance climatique qu'il entraîne est de près de 40% inférieure à celle de la moyenne des sucres vendus à Migros, particulièrement du sucre de betterave local. La raison primordiale est que la culture de la canne à sucre est généralement moins exigeante que celle de la betterave sucrière: avec cette culture biologique, surtout pas d'engrais, pas de pesticides et très peu de machines polluantes. En effet, les engrais de synthèse dégagent beaucoup de CO2 pour leur fabrication, et la transformation de la betterave en Europe est un processus industriel lourd. En outre, la chaleur et le courant nécessaires à la production du sucre de canne peuvent être obtenus à partir des déchets de la canne à sucre et sont de ce fait neutres sur le climat.

Des études aussi précises n'existent pas encore pour tous les produits. Cependant, de nombreux éléments nous conduisent à penser que le modèle d'agriculture suivi par la plupart des producteurs du commerce équitable est moins émetteur de CO2 que leurs équivalents conventionnels ou que d'autres cultures au Nord. Le café cultivé sous ombrage s'intègre dans le couvert forestier sans le dégrader. Les plantations de bananes équitables utilisent dans leur grande majorité les méthodes de la bio.

En revanche, il est une culture sur le bilan carbone desquelles on peut s'interroger : les roses. Elles sont le seul produit à être acheminé par avion. Bien sûr, si on les compare à des roses cultivées en plein hiver dans des serres chauffées en Europe, elles restent relativement économes. Selon une étude britannique de la Cranfield University le bilan énergétique d'une rose cultivée dans les chaudes régions équatoriales au Kenya (avec transport par avion) est six fois inférieur à celui d'une rose issue d'une serre hollandaise chauffée et éclairée à grands renfort d'énergie fossile. Il n'en reste pas moins que l'impact carbone de la rose de la saint-Valentin ne sera jamais négligeable. C'est là à chaque citoyen de faire la part des choses entre ses sentiments et son éthique. S'il pense que celle qu'il aime ne se contentera pas de perce-neige pour la Saint-Valentin, alors, à tout prendre, mieux vaut qu'il opte pour des fleurs équitables.

Ensuite, il importe d'analyser le conditionnement et le mode de conservation des aliments. Les aliments congelés ou frais utilisent plus de carbone. Les produits « secs » sont plus économes. Les jus de fruits concentrés utilisent moins de volume, donc moins de carbone, que les jus de fruits « purs ».

Que dire d'un plat préparé surgelé qui consomme une énergie folle pour sa conservation et dont l'emballage très sophistiqué utilise une grande quantité de plastique pour une portion individuelle ? Du point de vue des émissions de CO2, on est bien loin d'un paquet de café, même importé des tropiques. Il n'y a donc pas de lien systématique entre importation et bilan carbone : c'est tout le cycle de vie d'un produit qui compte.

Mythe. Il faut à tout prix relocaliser l'économie.

Réalité. Face à certaines dérives, le fait de choisir de consommer local peut avoir du sens. Encourager les producteurs d'une région, valoriser les produits du terroir permet de redonner du sens par rapport à une globalisation forcenée qui mène à manger des cerises en hiver, ou pire, à mettre en concurrence des agricultures locales à taille humaine avec une agro-industrie destructive.

Cependant, ce comportement très sensé ne doit pas mener à cautionner un discours protectionniste de repli sur soi. Le commerce international a aussi généré d'énormes bienfaits à l'économie de nombreux pays, qu'ils soient développées ou émergents. De plus, selon des philosophes et des anthropologues³⁴, les échanges marchands précèdent les échanges d'idées. Ils procèdent aussi d'une certaine forme d'ouverture à l'autre. L'urgence est de faire en sorte qu'ils se fassent au bénéfice des plus défavorisés et au service d'un développement local durable. C'est le but du commerce équitable.

Le mythe : Les agriculteurs des pays en développement s'en sortiraient mieux en cultivant des cultures vivrières pour leurs propres populations et en arrêtant de cultiver pour exporter vers les pays riches.

La réalité : La souveraineté alimentaire, le droit pour les peuples de définir et de contrôler leurs propres systèmes alimentaires (agriculture, bétail et pêches), est un aspect important d'un véritable développement durable. Ceci ne veut pas dire, cependant, que les exportations de denrées alimentaires ne peuvent pas être bénéfiques de ce point de vue. Dans de bonnes conditions, les exportations agricoles peuvent aider à réduire la pauvreté, en offrant à de petits exploitants des opportunités d'avoir des revenus, de diversifier leurs moyens de subsistance, de fournir du travail à d'autres dans la communauté et de réduire la vulnérabilité vis-à-vis de chocs extérieurs. Les exportations agricoles sont souvent la seule option accessible à de nombreux pays d'Afrique pour acquérir les devises nécessaires pour soutenir leur développement.³⁹

La recherche a montré que l'agriculture d'exportation joue un rôle crucial dans la réduction de la pauvreté rurale en Ouganda et au Vietnam. Loin de remplacer la production alimentaire, le succès des exportations des deux pays s'est accompagné d'une augmentation de la production des aliments de base.⁴⁰ Ceci ne signifie pas que le commerce agricole débouche automatiquement sur des avantages en matière de réduction de la pauvreté, dans la mesure où les agriculteurs ne disposent souvent pas des bons atouts pour profiter des opportunités d'exportation. C'est à ce niveau que le commerce équitable peut apporter une aide vitale aux agriculteurs marginalisés et à leurs familles.

Une fois qu'ils vendent sur les marchés du commerce équitable, du fait du gain de stabilité et de prix et du soutien aux organisations d'agriculteurs, ils peuvent mettre en œuvre leurs propres projets pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition de leur propre famille et de l'ensemble de la communauté. L'objectif clé est toujours de diversifier la palette des opportunités accessibles aux agriculteurs et aux travailleurs pauvres.

QU'EST-CE QUI COMPTE VRAIMENT ?

Comme nous l'avons démontré, des recherches approfondies ont montré que les gens feront un choix plus mauvais pour l'environnement s'ils choisissent des produits seulement en fonction de leur lieu d'origine. Ce n'est pas seulement la provenance de l'aliment qui compte en termes d'impact climatique, c'est le type d'alimentation que vous consommez, la façon dont elle a été produite, conditionnée, vendue, préparée et même quelle partie de ce que nous achetons finit tout simplement en déchet. Nous devons replacer nos choix et notre comportement de consommateur dans un cadre plus vaste.

Comme nous l'avons exposé dans la première section de ce document, notre réponse à la crise climatique, du niveau individuel au niveau mondial, ne doit pas seulement avoir une efficacité environnementale mais doit aussi placer les principes de justice et d'équité au cœur de la problématique. Exclure les agriculteurs pauvres de l'équation climatique ne fait que retarder ou même aggraver le problème.

Ceci ne tient par ailleurs pas compte des engagements français et européens pris vis-à-vis du concept de développement durable mondial dans le cadre duquel les bénéfices économiques, environnementaux et sociaux sont considérés de même importance.⁴¹

Si nous voulons vraiment aboutir à une réduction importante des émissions carbone liées à l'alimentation, nous pouvons faire en tant que consommateurs de nombreux choix individuels qui peuvent avoir un impact significatif sur les émissions de carbone, sans compromettre les opportunités des producteurs dans les pays en développement. De nombreux groupes de protection de l'environnement et de promotion du développement font valoir qu'un changement de notre régime alimentaire, par exemple, en n'utilisant plus de la viande bon marché et des produits laitiers qui ont des empreintes carbone beaucoup plus importantes, est un élément clé de toute réponse au changement climatique par la consommation alimentaire.

Nous devons aussi nous rappeler que notre consommation alimentaire n'est qu'une partie de notre empreinte carbone individuelle. Il existe différents moyens pour réduire cette empreinte : passer à une chaudière économe, utiliser les transports publics au lieu de la voiture, prendre le train plutôt que des lignes aériennes courtes, vérifier que nos fonds de pension investissent dans des technologies sobres en carbone et passer à un fournisseur d'électricité verte.



RÉFÉRENCES

- ² WWF, Greenpeace, Germanwatch et al (2009), « A Copenhagen Climate Treaty : A proposal for a Copenhagen agreement by members of the NGO community »
- ³ Descriptif de projet « Adaptation for Smallholders to Climate Change ». <http://www.adapcc.org/>
- ⁴ Emanuel, K. (2005), « Increasing destructiveness of tropical cyclones over the past 30 years » *Nature*
- ⁵ Communiqué de presse du Centre Tyndall (2005)
- ⁶ Oxfam (2008), « Turning up the Heat: Climate change and poverty in Uganda' (Oxfam GB).
- ⁷ Eswaran, M. and A. Kotwal (1989), « Credit as Insurance in Agrarian Economies », *Journal of Development Economics*, 31/1.
- ⁸ Dercon, S. (2002), « Income Risk, Coping Strategies and Safety Nets », *The World Bank Research Observer*, 17/2. Y. Lim et R. M. Townsend (1994), « Currency, Transaction Patterns, and Consumption Smoothing : Theory and Measurement in Icrisat Villages », (University of Chicago).
- Pour un exemple précis de la diversité des moyens de subsistance chez les producteurs certifiés Fairtrade, voir : Luetchford, P. (2008), « The Hands That Pick Fair Trade Coffee : Beyond the Charms of the Family Farm », dans Peter Luetchford et Geert De Neve (eds.), *Hidden Hands in the Market Ethnographies of Fair Trade, Ethical Consumption and Corporate Social Responsibility (Research in Economic Anthropology, 28)*.
- ⁹ Communication personnelle, 10 août 2009. Kathleen Schepp, chargée de projet AdapCC.
- ¹⁰ Smith, J. (2007), « The Search for Sustainable Markets : The Promise and Failures of Fair Trade », *Culture and Agriculture*, 29/2, p. 94.
- ¹¹ Communication personnelle 10 août 2009. Kathleen Schepp, chargée de projet AdapCC.
- ¹² Cette théorie a été pour la première fois proposée par Eswaran et Kotwal (1989), « Credit as Insurance in Agrarian Economies », *Journal of Development Economics*, 31/1, et a été ultérieurement confirmée par de nombreux exemples empiriques, notamment : Rosenzweig et Wolpin (1993), « Credit Market Constraints, Consumption Smoothing, and the Accumulation of Durable Production Assets in Low-Income Countries : Investments in Bullocks in India », *The Journal of Political Economy*, 101/2; Dercon, S. (1996) *Wealth, Risk and Activity Choice : Cattle in Western Tanzania (C.S.A.E., Oxford)*. Dercon, S. (2000), « Income Risks, Coping Strategies, and Safety Nets », Working Paper, Centre for the Study of African Economies. Oxford University Working Paper WPS/2000,26.
- ¹³ Bacon, C. (2005), « Confronting the Coffee Crisis : Can Fair Trade, Organic, and Specialty Coffees Reduce Small-Scale Farmer Vulnerability in Northern Nicaragua ? » *World Development*, 33/3, p. 502. Skoufias, E (2003). « Economic Crises and Natural Disasters: Coping Strategies and Policy Implications », *World Development*, 31/7. Varangis, P. et al. (2003), « Dealing with the Coffee Crisis in Central America: Impacts and Strategies », *World Bank Policy Research Working Paper 2993 (World Bank, Washington D.C.)*.
- ¹⁴ Par exemple, la recherche montre que les pauvres qui n'ont pas un accès suffisant au crédit vont plus probablement en rester aux cultures traditionnelles comme le riz et le sucre que d'investir dans des variétés à haut rendement qui, même si elles offrent des revenus potentiellement supérieurs, sont perçues comme trop risquées. Murdoch, J. (2004), « Risk, Production and Saving : Theory and Evidence from Indian Households », Harvard University. Mimeo. (1990), Anamitra Saha, *Determinants of Adoption of HYV Rice in West Bengal (K P Bagchi & Company)*.
- ¹⁵ Oxfam (2008), *Turning up the Heat : Climate change and poverty in Uganda (Oxfam GB)*.
- ¹⁶ Kasperson, R. E. et J. X. Kasperson, (2001), « Climate Change, Vulnerability and Social Justice », (Stockholm Environmental Institute, Stockholm), p. 4.
- ¹⁷ Cette partie s'inspire de l'analyse et des éléments réunis par Smith, A. M. (2008), « 'The Fair Trade Cup Is 'Two-Thirds Full' Not 'Two-Thirds Empty' », Comment and Analysis Paper, (ESRC Centre for Business, Relationships, Accountability, Sustainability and Society. Cardiff University) & (Forthcoming), « Fair Trade, Diversification and Structural Change : Towards a Broader Theoretical Framework of Analysis », *Oxford Development Studies*.
- ¹⁸ Tallontire, A. (2000), « Partnerships in Fair Trade: Reflections from a Case Study of Cafe 'Direct' », *Development in Practice*, 10. Taylor, P (2002), « Poverty Alleviation through Participation in Fair Trade Coffee Networks : Synthesis of Case Study Research Questions and Findings », (Fair Trade Research Group, Colorado State University).
- ¹⁹ Pour un résumé des études indépendantes qui permettent de mieux comprendre comme les revenus supplémentaires apportés par les ventes du commerce équitable ont aidé le développement commercial voir Smith, A. M. (2008), « 'The Fair Trade Cup Is 'Two-Thirds Full' Not 'Two-Thirds Empty' », Comment and Analysis Paper, (ESRC Centre for Business, Relationships, Accountability, Sustainability and Society. Cardiff University), pp. 64-66.
- ²⁰ *Turning up the Heat: Climate change and poverty in Uganda, Oxfam GB, 2008*
- ²¹ Doherty, B. et S. Tranchell (2005), « New Thinking in International Trade ? A Case Study of the Day Chocolate Company », *Sustainable Development*, 13, p. 170. Moberg, M. (2005), « Fair Trade and Eastern Caribbean Banana Farmers : Rhetoric and Reality in the Anti-Globalization Movement », *Human Organization*, 64/1, p. 12. Raynolds, L. et al. (2002), « Fair Trade Coffee : Building Producer Capacity Via Global Networks », *Journal of International Development*, 16, p. 1117. Ronchi, L. (2002), *The Impact of Fair Trade on Producers and Their Organizations : A Case Study with Coocafe in Costa Rica (Brighton: University of Sussex)*, pp. 7-8.
- ²² Doherty, B. et S. Tranchell (2005), « New Thinking in International Trade ? A Case Study of the Day Chocolate Company », *Sustainable Development*, 13.
- ²³ Doherty, B. et S. Tranchell (2005), « New Thinking in International Trade ? A Case Study of the Day Chocolate Company », *Sustainable Development*, 13, p. 170. L. Ronchi (2003), « Fair Trade Impact Monitoring and Evaluation Progress Report. » (Brighton : University of Sussex).
- ²⁴ Les comptes de la coopérative doivent être soumis à l'assemblée générale une fois par an pour validation. FLO, « Generic Fairtrade Standards for Small Producers » *Organizations'*, (Fairtrade Labelling Organizations International, Bon), p. 8.
- ²⁵ Ceci étant dit, et en raison de l'enracinement profond de la plupart des discriminations, il y a des exemples où les progrès ont été

plus lents et ils représentent évidemment des domaines dans lesquels des améliorations sont nécessaires. Fridell, G. (2007), *Fair Trade Coffee : The Prospects and Pitfalls of Market Driven Justice* (London : University of Toronto), p. 209. Taylor, P. (2002), « Poverty Alleviation through Participation in Fair Trade Coffee Networks : Synthesis of Case Study Research Questions and Findings », (Fair Trade Research Group, Colorado State University), p. 4 – particulièrement étant donné que la pression croissante du changement climatique va probablement accentuer les tendances discriminatoires (ci-dessus).

²⁶ Voir : www.fairtrade.net

²⁷ Q & A Fairtrade, Climate Change and Sustainable Production

²⁸ Pussimbing Tea Estate, Inde, certifié depuis 1994

²⁹ Murray, D., Reynolds, L. & Taylor, P., 2003, *One Cup at a Time*.

³⁰ WWF Living Planet report 2008

³¹ Un rapport du Stockholm Environmental Institute identifie un certain nombre de groupes vulnérables qui devraient le plus souffrir des conséquences du changement climatique . En conséquence, le rapport souligne l'importance de compléter la réduction des émissions par des stratégies visant à réduire les vulnérabilités humaines, étendre les ressources d'ajustement et développer la capacité d'adaptation. Kasperson, R. et Jeanne X. Kasperson, (2001), « Climate Change, Vulnerability and Social Justice », (Stockholm Environmental Institute, Stockholm).

³² Ce principe de responsabilités communes mais différenciées a été reconnu par la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique qui a été élaborée puis signée et ratifiée en 1992 par la plupart des pays du monde.

³³ Morgane, K. (2008), « Local and Green Vs Global and Fair : The New Geopolitics of Care », Working Paper Series No. 50. (ESRC Centre for Business Relationships, Accountability, Sustainability and Society, Cardiff University).

³⁴ Lire à ce sujet Montesquieu (*De l'esprit des lois*), Benjamin Constant (*De la liberté des anciens comparée à celle des modernes*), Voltaire (*Lettres philosophiques - lettre 10 "Sur le commerce"*) ou Fernand Braudel (*Civilisation matérielle, économie et capitalisme*).

³⁵ Vringer, K. et K. Blok (2000), *The Energy Requirement of Cut Flowers and Consumer Options to Reduce it, Resources, Conservation and Recycling*, 28.

³⁶ Williams, A. (2007), *Comparative study of cut roses for the British market produced in Kenya and the Netherlands*. Cranfield University.

³⁷ <http://www.migros.ch>

³⁸ Flying Food. Responsible retail in the face of uncertainty. Food Ethics Council, avril 2008

³⁹ Wood, A. et J. Mayer (2001). « Africa's export structure in a comparative perspective », *Cambridge Journal of Economics* 25.

⁴⁰ Watkins, K. et J. von Braun (2003). « Trade Policies and Food Security » (IFPRI: Washington).

⁴¹ WCED (1987), « Our Common Future », (World Commission on Environment and Development). Gouvernement du RU (2005), « Securing the Future: the UK sustainable development strategy » (Londres).

—

REMERCIEMENTS

Ce document a été compilé et rédigé par Alastair Smith, Lies Craeynest et la Fairtrade Foundation.

Nous souhaitons remercier pour leur précieuse contribution Gijs Spoor (Zameen Organic), Celestine Nacro (FLO, Burkina Faso), Whitney Kakos (Cafédirect) Saar VanHauwermairen, Els Keytsman (Oxfam Wereldwinkels), Michael Nkonu (African Fairtrade Network), Ernest Adzim (FLO, Ghana), Anne Catherine Kane (FLO, Senegal), Ousmane Samake (FLO Mali).

Crédits photo : Toutes les images sont de Simon Rawles, à l'exception de : Christian Aid/Elaine Duigenan (couverture), Cindy D'Auteuil Léo, Burkina Faso juillet 2008 www.karitedelapointe.com (page 8), Bruno Fert (page 12), Eduardo Martin (page 13), Cafédirect www.cafedirect.co.uk (pages 15 et 16), et Marcus Lyon (page 19)



Max Havelaar France
261, rue de Paris
93100 Montreuil
01 42 87 70 21
info@maxhavelaarfrance.org



